

Fiche Riposte - Les JO de Pékin

Eléments de contexte

Les JO de 2008 : le choix du CIO

Pour les JO de 2008, 10 villes étaient lice : Bangkok, Pékin, Le Caire, La Havane, Istanbul, Kuala Lumpur, Osaka, Paris, Séville, Toronto. Le CIO a d'abord noté Pékin loin derrière ses concurrentes à cause du nombre d'infrastructures à réaliser, mais il voyait dans le « soutien » et les « garanties de la part du gouvernement » un « point fort » de cette candidature. La conclusion du dernier rapport était la suivante : *« La perspective d'organiser les Jeux Olympiques bénéficie d'un important soutien du public, qui a le sentiment qu'une candidature réussie conférerait une reconnaissance au pays »*. Finalement, le 13 juillet 2001, Pékin est élue avec une large avance.

Jacques Rogge est élu président du CIO 3 jours après, succédant à Juan Antonio Samaranch. Il a rappelé le 5 avril dernier que *« le CIO considérait comme sage l'attribution des Jeux à Pékin et nous n'avons aucun regret [...]. Tout d'abord, Pékin avait un excellent projet, probablement le meilleur de tous. Aux Jeux, nous voulons de la qualité et avec la Chine nous l'aurons. Ensuite, la Chine était candidate pour la deuxième fois et enfin, il s'agissait, énorme plus-value, d'accorder au cinquième de l'humanité les Jeux Olympiques. Pour toutes ces raisons, nous devons attribuer les Jeux à la Chine »*.

La montée en puissance de la protestation : au début, les associations

Dès la victoire de Pékin, des associations comme la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) regrettent que *« les organisateurs, en faisant ce choix, n'aient pas pris en considération la nature du régime politique chinois, qui impose à plus d'un milliard d'êtres humains un régime totalitaire »*.

C'est surtout dans la dernière année avant les JO que la pression s'intensifie. Amnesty International, dans un rapport publié un an avant les JO, s'inquiète : *« non seulement la promesse selon laquelle les JO allaient permettre d'améliorer la situation des droits humains n'est pas tenue, mais la police utilise le prétexte de cet événement pour recourir davantage encore à la détention sans procès »*.

L'idée du boycott semble naître à cette période, avec des groupes tels que le Collectif pour le boycott des Jeux olympiques de Pékin 2008 (Cobop), qui publie le 29 Septembre 2007 une déclaration en 5 points : ceux-ci portent autant sur le régime chinois en général (sa nature répressive, sa politique internationale envers Taïwan, le Japon, les régions autonomes des Ouïgours et du Tibet et sa gestion du génocide au Darfour) que sur les JO (« l'élevage sportif chinois » à la manière de l'ex-URSS, le fait que le CIO ne pourra pas permettre une démocratisation de la Chine et le gaspillage de la fête olympique).

A partir de mars dernier, à 5 mois des JO et avec les événements au Tibet, on assiste à une explosion médiatique qui relaie les revendications de ces associations. Dans le même temps disparaît l'idée d'un boycott total des jeux mais celui du boycott de la cérémonie d'ouverture ou du port d'un badge par les athlètes (notamment à la demande de RSF).

Le CIO s'oppose systématiquement à toutes ces formes de protestations.

La protestation au Tibet

Le Dalai Lama, qui dit officiellement ne pas demander l'indépendance du Tibet, a publiquement appelé à participer aux JO « parce que la Chine est la nation la plus peuplée, la plus ancienne » et qu'ils « méritent vraiment » les JO. Il a ajouté que « malgré les événements malheureux du Tibet », sa position n'avait « pas changé ». Par ailleurs, il a déclaré qu'il serait « heureux de participer à la cérémonie d'ouverture » s'il y était invité.

Fiche Riposte - Les JO de Pékin

Parmi les Tibétains, la question du boycott fait tout de même débat puisque des responsables de la communauté tibétaine exilée en Inde ont décidé d'organiser des Jeux parallèles dans ce pays.

Réactions internationales

Taiwan, pourtant dans une période de réconciliation avec la Chine, a envoyé un signal fort à Pékin. Le nouveau président taïwanais Ma Ying-Jeou a déclaré « ne pas exclure de ne pas envoyer une délégation représentant Taiwan » aux JO en cas d'aggravation de la situation au Tibet.

Dans le reste du monde, les positions des politiques ne portent que sur le boycott de la cérémonie d'ouverture et demeurent très incertaines.

- Ceux qui n'y assisteront pas : Angela Merkel a annoncé qu'elle n'y assisterait pas tout en disant « ne pas croire au boycott ». Gordon Brown, Donald Tusk, le premier ministre polonais et Václav Klaus, le président tchèque, ainsi que la famille royale japonaise et le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, ont aussi décidé de ne pas y assister.
- Aux Etats-Unis, le Congrès a demandé à George Bush le boycott de la cérémonie d'ouverture mais ce dernier a refusé, tout en promettant d'aborder la question des libertés lors de ses entretiens avec les dirigeants chinois.
- Les eurodéputés appellent à dégager une « position commune européenne » et à « prévoir son boycott au cas où le dialogue ne reprendrait pas entre les autorités chinoises et Sa Sainteté le dalaï-lama ». Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lors de sa visite à Pékin, les 24 et 25 avril, a abordé de front la question du Tibet en réclamant un accès libre à la province pour les journalistes et les touristes étrangers.

Dans le même temps, Pékin a annoncé « des contacts et des consultations avec un représentant privé du dalaï-lama ». Mais à la suite de ce sommet, tenu à Shenzhen le 4 mai, les représentants du gouvernement chinois Zhu Weiqun et Sitar, et les délégués du Dalai Lama, Lodi Gyari et Kelsang Gyaltzen, ont simplement annoncé des discussions ultérieures, à une date indéterminée.

D'autre part le parcours de la flamme a été un moment important de dissension entre la Chine et les pays traversés. C'est la première fois dans l'histoire des JO que des athlètes du pays organisateur sont envoyés pour porter la flamme dans les pays traversés : en outre, Pékin a tenu à faire assister les autorités nationales concernées par ses propres services, avançant la volonté d'assurer la protection de ses ressortissants à l'étranger.

En France, une enquête a été demandée pour éclaircir leur rôle lors du passage chaotique de la flamme à Paris. Le Japon et la Corée ont refusé la venue de ces organisateurs et membres de la police chinoise. Dans ces pays, le passage de la flamme a tourné aux affrontements aux fondements purement nationalistes entre les chinois présents sur place et les populations locales.

Réactions en France

C'est dans le gouvernement français que le summum de la confusion est atteint.

Le 25 mars, Nicolas Sarkozy interrogé sur un possible boycott des JO répond que « toutes les options sont ouvertes ». Son entourage a précisé qu'il s'exprimait à propos de la cérémonie d'ouverture et non de la compétition olympique.

Le 5 avril, Rama Yade déclare que le Président français fixe trois conditions à sa présence à Pékin. Elle dément toutefois le jour même avoir employé le terme "conditions", tandis que Bernard Kouchner affirme que « ce serait vraiment torpiller une éventuelle participation au dialogue que de poser des conditions ».

Fiche Riposte - Les JO de Pékin

Le 8 avril 2008, Nicolas Sarkozy déclare : « C'est en fonction de la reprise de ce dialogue [entre Pékin et le Dalaï Lama] que je déterminerai des conditions de notre participation ».

Lors de son entretien télévisé du 24 avril, Nicolas Sarkozy reprend la position indiquée à Londres le 27 mars : « Je ne dis pas ce que je ferai pour la cérémonie des Jeux olympiques pour deux raisons. La première, c'est que je veux donner toutes les chances au dialogue de se nouer. Et la seconde, au moment des Jeux olympiques, la France sera présidente de l'Union européenne, et j'aurai donc à exercer la présidence de l'Union. C'est-à-dire qu'il faudra que vingt-sept pays se mettent d'accord sur une position commune ».

En parallèle, une visite en Chine de Jean-Pierre Raffarin et du président du Sénat Christian Poncelet a été l'occasion de porter des excuses officielles de la part de Nicolas Sarkozy, ainsi qu'une invitation à Paris pour l'escrimeuse handicapée Jin Jing, une des porteuses de la flamme olympique chahutée lors de l'étape parisienne.

La répression au Tibet : qu'en savons-nous ?

Les manifestations antichinoises ont démarré le 10 mars à Lhassa avant de dégénérer le 14 mars, puis de s'étendre à d'autres régions où vivent des minorités tibétaines, dans l'ouest de la Chine. Le 15 mars, des moines du grand monastère tibétain de Labrang ont défié les autorités en manifestant devant des journalistes étrangers en visite sous l'égide des autorités.

Ce qu'on en dit en Chine

Selon les officiels chinois, on comptabiliserait suite à ces troubles 19 morts (18 civils et un policier) et 325 blessés (dont 58 gravement). Les dommages seraient estimés à plus de 244 millions de yuans (environ 34,59 millions de dollars). Le président de la région du Tibet a déclaré que « jusqu'à présent, les organes de police du Tibet ont interpellé 953 personnes soupçonnées d'avoir participé aux émeutes, parmi lesquelles 403 ont été formellement inculpées ».

Les médias chinois insistent de manière récurrente sur les développements sociaux (écoles, hôpitaux...) et culturels (rénovation de temples) réalisés au Tibet grâce au gouvernement chinois, ainsi que sur le passé féodal et esclavagiste du Tibet auquel le régime chinois aurait mis un terme. Ils accusent le Dalaï lama et ses proches de séparatisme, et de faire ainsi le jeu de l'occident.

Ce qu'en dit le gouvernement tibétain en exil

Selon les dirigeants tibétains en exil à Dharamsala - dans le nord de l'Inde - la répression chinoise aurait fait plus de 150 morts et environ 70 des quelque 100 moines du monastère Ramoche de Lhassa, capitale du Tibet, auraient été placés dans une forme d'« assignation à résidence » avant d'être arrêtés.

Le Dalaï Lama affirme que la culture tibétaine pourrait voir sa fin d'ici quinze ans si la Chine n'accordait pas au Tibet une autonomie réelle. Il ajoute que de nombreux Tibétains développent une frustration du fait de l'absence de progrès dans les discussions avec la Chine. Il ne demande pas l'indépendance du Tibet, mais une réelle autonomie ainsi qu'un respect accru de la culture tibétaine.

Il est important de comprendre comment le Dalaï Lama fait pression sur Pékin. Il a condamné, selon son principe de non violence, les émeutes dont il est peu contestable qu'elles ont été initiées par les Tibétains, tout en ajoutant qu'il pourrait « démissionner » de son rôle politique et spirituel auprès du peuple Tibétain si une solution n'était pas trouvée pour calmer le jeu. Traduction : je suis non-violent et je veux le rester, mais je peux abandonner et céder la place à quelqu'un qui sera moins timoré.

Fiche Riposte - Les JO de Pékin

Les atteintes aux libertés en Chine : qu'en savons-nous ?

Ce qu'en disent les ONG occidentales

Les ONG dénoncent la non mise en œuvre des engagements du gouvernement chinois ainsi que la situation toujours très préoccupante sur de nombreux sujets. La plupart ont trait à la justice : pratique de la torture, détention administrative, « désintoxication obligatoire » et « rééducation par le travail », prisonniers d'opinion et enfin, offensives contre les avocats et conseillers juridiques défendant les victimes de violations des droits humains.

C'est sur la peine de mort que les chiffres sont les plus inquiétants. Les estimations de certains chercheurs chinois font état de 8 000 à 10 000 exécutions par an. La peine de mort est généralement prononcée au terme de procès parfaitement inéquitables. Elle est prévue pour un grand nombre de crimes – 68 chefs d'inculpation, y compris des infractions non-violentes telles que la corruption.

Sont également dénoncés la répression contre les défenseurs de la liberté de la presse, la censure généralisée sur Internet, les interdictions de constituer des syndicats libres et indépendants, ou encore les expulsions forcées des citoyens de leur logement ou de leurs terres.

Ce qu'on en dit en Chine

Bien que l'information soit très contrôlée en Chine (blocage de sites internet et chaînes de télévision uniquement chinoises), les media abordent tout de même les thèmes qui fâchent (à leur manière bien sûr).

L'ambassadeur chinois à l'Office des Nations Unies à Genève a déclaré ainsi déclaré, lors d'une session ordinaire de l'ONU des droits de l'homme : « Nous sommes parfaitement conscients qu'en tant que pays en développement, la Chine a encore un long chemin à parcourir pour promouvoir et protéger les droits de l'homme ». Puis il s'est défendu en évoquant le développement économique connu par le pays : « La Chine est le seul pays au monde qui a atteint plus tôt que prévu les Objectifs de développement du Millénaire de réduire de moitié la population vivant dans la pauvreté d'ici à 2015 ».

Position du Parti socialiste

Lors d'un Communiqué de presse et par la voix de Julien DRAY, le PS a affirmé que « [Les gouvernements doivent demander au CIO d'agir enfin pour tenir les engagements pris lors du choix de Pékin comme ville olympique](#) » et « ne pas hésiter à annoncer un possible boycott si aucun signe tangible n'était donné. [...] La responsabilité [des incidents sur le parcours de la flamme] est entièrement imputable au gouvernement chinois, qui n'a pas su saisir la chance qui lui était offerte de prouver sa volonté de démocratisation et de reconnaissance des libertés publiques, en Chine comme au Tibet. ».

Le PS demande également « à ce que le coût de cette journée, en termes de maintien de l'ordre et d'effectifs policiers, soit rapidement rendu publique. »

De plus sur proposition du groupe des Verts, le conseil de Paris a fait "citoyen d'honneur" le Dalaï Lama et le dissident Hu Jia (engagé dans la défense des malades du sida, de l'environnement et de la liberté d'expression et condamné à trois ans et demi de prison). Cette décision a provoqué de fortes réactions en Chine.

Enfin, à noter aussi les commentaires de **Jean-Luc Melenchon** dans les media et sur son site internet – voir la note « Je ne suis pas d'accord avec le boycott des Jeux de Pékin et la propagande anti-chinoise ».